

Chronique d'une usine centenaire

Que paraisse un livre sur l'histoire de la sidérurgie au Luxembourg, et les historien, économiste, enseignants que nous sommes jubilent. Les documents, textes et images, sont en effet tellement rares qu'il s'avère toujours difficile de présenter aux élèves l'industrialisation et l'évolution de la sidérurgie à partir de l'exemple luxembourgeois. Certes Gilbert Trausch a su écrire des pages essentielles dans son manuel d'histoire, mais elles ne peuvent qu'être provisoires puisque la recherche historique de détail est loin d'être faite. Et la bibliographie assez courte - il est vrai qu'elle est incomplète - de l'ouvrage qu'il s'agit de présenter ici ne fait que corroborer cette thèse.

Il faut donc absolument féliciter "notre" grand de la sidérurgie d'avoir marqué un de ses anniversaires par la publication de

Dudelange. L'usine centenaire, édité par ARBED S.A., Luxembourg 1982, 219 pp.

Et malgré les temps de crise qui courent, l'éditeur offre ce beau livre à un prix parfaitement abordable et légitime (1450F). Si on le compare avec les dernières parutions de l'Imprimerie Saint-Paul, souvent moins soignées et moins richement illustrées, il faut même dire que le livre est bon marché. (Pour ne citer qu'un exemple: "Luxembourg dans les Grandes Chroniques de France" de Joseph Petit, édité par l'ISP, coûte la somme de 2 150 F, n'est que broché et ne contient sur 255 pages que 22 planches en couleurs, alors que "Dudelange" a une reliure de pleine toile et est illustré de 145 photos noir et blanc, de 30 fac-similés de textes et de 40 photos en couleurs. Serait-ce la raison des problèmes financiers du groupe ARBED?)

UNE RICHE ICONOGRAPHIE

Mais venons-en aux choses plus essentielles. Je pense en premier lieu à la très riche iconographie. Elle permet de voir les étapes importantes dans la production de l'acier, aussi bien à une époque donnée qu'au fil des années. Et si l'on ne voit les ouvriers à l'oeuvre et les machines en mouvement que dans la dernière partie du livre, ce n'est guère la faute du choix des photographies mais sans doute celle de la fâcheuse habitude des photographes de l'époque qui veut que toutes les personnes photographiées soient au repos. D'où les portraits, individuels et de groupe, qu'on connaît, mais d'où aussi l'impossibilité d'étudier de façon plus précise, à travers l'iconographie, les conditions de travail d'il y a 50 ou 100 ans.

Si ce regret doit sans doute être mis sur le compte d'une technique photographique exigeant un temps d'exposition plus long, deux autres reproches sont cependant à adresser aux auteurs mêmes de ce livre. Il aurait en effet été fort utile d'accompagner les photos d'explications plus précises des détails décelables sur les images. Ainsi, p. ex., les femmes sur la photo page 51 ont-elles travaillé à la mine ou bien ont-elles

seulement apporté le panier avec le casse-croûte? A la page 123 on explique bien le terme de "Gossbaueren", pourquoi ne dit-on un mot des drôles d'outils qu'ils tiennent en main et que le non-initié ne connaît pas. En outre, et c'est notre deuxième reproche, la plupart des photos manquent de références précises: auteur (tous des inconnus?) date, lieu de l'événement.

Cette remarque vaut également pour le texte. Il est vrai qu'ici les auteurs ne font que suivre une mauvaise habitude des (pseudo-) historiens luxembourgeois: ils n'indiquent pas leurs sources à propos de chaque information publiée, même pas pour les fac-similés, en renvoyant globalement aux archives consultés (ARBED, AEL, Ville de Dudelange). Ainsi l'ouvrage perd toute valeur scientifique: ses informations ne sont pas contrôlables par un tiers.

UNE CHRONIQUE TECHNOLOGIQUE

Cela est d'autant plus regrettable que les auteurs font pratiquement oeuvre de pionniers. Outre les ouvrages de Paul Spang consacrés aux hauts fourneaux de Rodange et de Félix Chomé traitant de l'ARBED en tant que société, on ne trouvera guère de monographie présentant l'histoire d'un site industriel ou d'une usine luxembourgeoise.

Mais est-ce bien d'une "histoire" de l'usine de Dudelange qu'il s'agit? Jean-Pierre Conrardy est sans doute plus exact en intitulant son texte "Chronique de l'usine sidérurgique de Dudelange". Cela devient parfaitement clair à par-



tir de 1911, quand il renonce, sciemment, à replacer l'histoire de cette usine dans celle du groupe ARBED dont elle est désormais un des piliers. Si par histoire on entend ordinairement une analyse raisonnée d'une évolution, il vaut mieux parler ici d'une présentation purement chronologique des faits technologiques. Et, limitée à ce propos, l'ouvrage nous paraît exhaustif: même si l'on n'a pas le moyen de contrôler, il semble bien qu'aucune innovation technique, aucune modification dans les installations sur le site de Dudelange n'ait été omise.

Si dans la première partie, allant de 1883 à 1911, certains faits économiques sont encore présents, et encore plutôt de façon sporadique, ils disparaissent entièrement dans la 2^e partie. Et le social n'apparaît que par hasard, quand il s'agit p. ex. de présenter les progrès sociaux introduits par la direction ou les coûts salariaux débattus au conseil d'administration.

ABSENCE DU CONTEXTE ECONOMIQUE

Ainsi l'évolution technique de l'usine n'est malheureusement pas replacée dans son contexte économique. Il aurait pourtant été facile d'insérer un graphique montrant l'évolution de la production, des ventes, des prix des salaires..., surtout que J.P. Conrardy cite des rapports du conseil d'administration présentant de tels chiffres (pp. 44, 50, 52, 54, 78 etc.); mais il ne les analyse pas et ne les cite pas de façon régulière de sorte que le lecteur puisse le faire.

Le directeur M. Paul Metz, dans sa préface, a insisté sur les hauts et les bas du développement de l'usine. Aucune courbe ne vient le confirmer, mais le texte parle bien de crises à certains moments. Sont-elles spécifiques pour Dudelange ou plus générales? On se limite à énumérer les faits sans considérer les conséquences. En 1925 un nouveau haut fourneau n'emploie plus que 340 des anciens 500 ouvriers (p. 140): où sont passés les autres? En 1931 et 1932 on parle de respectivement 524 et 166 licenciements (p. 152): à quelles conditions?

Ce qui est plus étonnant encore, c'est que les décisions économiques les plus capitales restent aussi sans explication: la création de l'ARBED en 1911, p. ex., ou la constitution d'une "communauté d'intérêts" avec l'usine Terres Rouges (1926) ne sont pas motivées. Sans parler de l'épineuse question de la propriété. L'acte de fondation, amplement cité (pp. 15 ss.), nomme bien les Bertier, Metz, Tesch comme fondateurs et actionnaires, mais qui sont les propriétaires des 13 696 actions (sur 16 000) dont les porteurs ne sont pas nommés? La Banque Internationale, puisque son président siégera au conseil d'administration? La Société Générale de Bruxelles, pour la même raison? Le grand public, puisqu'on montre (p. 23) un certificat provisoire de dix actions ayant appartenu à l'imprimeur Th. Schroell?

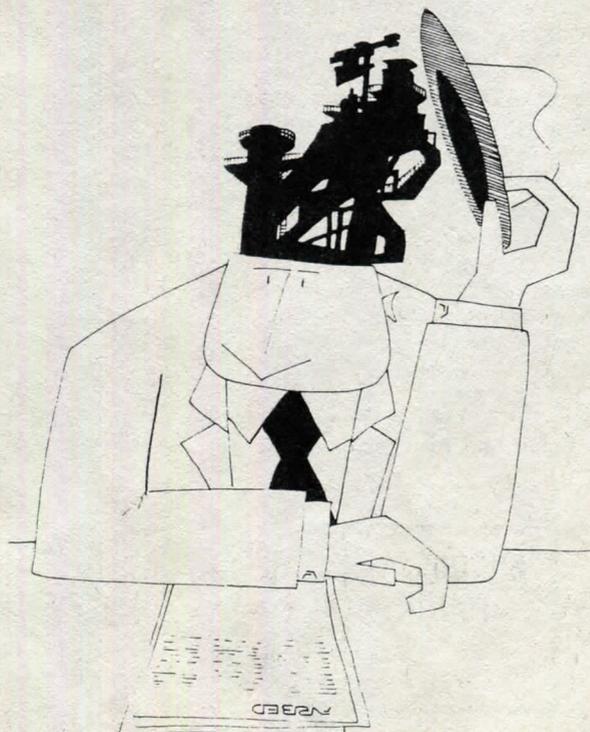
UNE HISTOIRE SOCIALE TRONQUEE

Bien sûr on évoque aussi des luttes syndicales, des acquis sociaux, mais parce que les auteurs font abstraction du contexte politique et économique général, on les croirait non-justifiés ou tombés du ciel: le 29/5/1917 éclate une grève (p. 116), mais aucun mot n'a annoncé la création de syndicats ouvriers en 1916! Le "renchérissement constant du coût de la vie" reste inexplicable bien que lui seul pourrait faire comprendre cette grève. Même laconisme à propos de la grève de 1921 (p. 136), où pourtant les patrons

avaient de bonnes raisons pour ne pas pouvoir augmenter les salaires. En 1936 le *premier contrat collectif de la sidérurgie* fait augmenter les salaires: convention tombée du ciel?

Par contre, comme l'avait annoncé le directeur dans sa préface, l'ouvrage montre comment Dudelange, "a fait oeuvre de pionnier dans le domaine social" (p.7): hôpital, école de plein air, maison pour enfants, logements sociaux, école professionnelle, caisses de maladie, économat... Parmi ces réalisations l'économat qui englobait une laiterie, une boulangerie avec 2 fours, une fabrique de nouilles (influence italienne?) la torréfaction du café, un magasin de denrées coloniales, une boucherie, un magasin de confection, ...est certainement la moins connue. Et les commerçants de Dudelange ne l'ont d'ailleurs guère appréciée. Il est vrai que si les ouvriers en ont profité par les bas prix, l'usine a bien récupéré les bénéfices ailleurs: les aliments bon marché permettent de maintenir les salaires à un niveau inférieur et de diminuer ainsi les coûts de production.

L'auteur cite de temps en temps les archives communales pour insister sur l'origine multinationale des ouvriers, mais là encore sans aucun système: Qui sont les ouvriers, les employés occupés à l'usine? Quelle est leur nationalité, leur âge, leur sexe, leur état civil, leur situation familiale? En 1918, on note le décès d'une "jeune fille de 16 ans au service des hauts fourneaux" (p. 118): Les femmes étaient-elles nombreuses à l'usine même? Ou bien n'y étaient-elles que pendant la guerre en raison du manque de main-d'oeuvre masculine (p.116)? De même ce n'est qu'une légende de photo (p. 123) qui indique que la plupart des ouvriers luxembourgeois "étaient d'origine paysanne"; souvent ils le restaient à temps partiel! N'y aurait-il pas de statistiques pour approfondir cette question? Deux extraits du rapport à l'assemblée générale (pp. 45, 86) relatent les difficultés pour recruter du personnel, mais on ignore comment elles sont résolues. La photo de la page 80 montre de bien jeunes garçons occupés à l'aciérie en 1907:



Guy W. Stoos, Nachdruck

Le travail des enfants, cette honte du 19e siècle qui s'industrialise, existait-il donc aussi au Luxembourg, et ce jusqu'au 20e? Les auteurs n'en soufflent mot.

Rien non plus, de façon générale, sur les conditions de travail à l'usine, alors qu'il évoque bien celles des chevaux, supprimés en 1907 (p. 91; cf. photo p. 95). De même les accidents de travail sont largement passés sous silence (sauf pp.87, 126, e.a.). Mais quelques exemples donnent à penser: le 15.12.1905 s'effondre le toit de l'aciérie "par suite d'une surcharge de poussière": dans quelle crasse ont donc dû travailler les ouvriers? Il semble bien que ce n'est qu'en 1954 que fut créé un service de sécurité (p. 182).

Résumons-nous: L'ARBED a des mérites incontables d'avoir fait publier cet ouvrage. Qui n'y cherche qu'une chronique, une présentation de l'évolution technique de l'usine, y sera comblé. Parfois même les auteurs donnent eux-mêmes l'impression de ne pas avoir entièrement compris l'intérêt des sources consultées et publiées. Ainsi "pour la petite histoire" ils publient un échange de lettres à propos d'un rapport de

l'inspecteur des Eaux et Forêts qui avait soulevé quelques objections, lors de la demande d'une autorisation à bâtir, concernant les effets à attendre sur l'environnement naturel (pp. 29 ss.). Ce problème, loin de faire partie de la "petite histoire", est essentiel et l'historiographie le néglige beaucoup trop. Les textes cités ici méritent vraiment de figurer dans une anthologie de sources sur l'histoire de l'industrialisation au niveau international!!

Chronique et iconographie exemplaires donc. Quant à la valeur historique proprement dite, nous nous rallions à ce que Gilbert Trausch a dit jadis à propos d'une oeuvre similaire: "L'histoire d'une société s'écrit nécessairement (mais pas exclusivement) à l'aide des archives de cette société. C'est là que le bât blesse. Nos sociétés se sont révélées gardiennes jalouses de leurs archives. L'ARBED a préféré ouvrir ses archives à l'un des siens: le résultat des recherches de Félix Chomé vient d'être publié en un gros volume (...). L'on y trouve toutes les qualités de l'ingénieur, mais l'historien reste sur sa faim". (LW, 19.11.1972).

E.K./m.p.

Les députes face à la scolarisation des immigrés

UNE APPROCHE POSITIVE

Suite à une motion déposée en novembre 82 par le député J. Regenwetter, le Ministre de l'Education Nationale avait saisi la Commission compétente de la Chambre des Députés de la problématique enseignement-immigration.

Cette commission a entendu de nombreux experts et a soumis son rapport à un débat public les 22 et 23 février 1983.

Cette démarche constituait une première: un débat de fond lancé sur une initiative parlementaire et non à l'occasion d'un projet de loi ou d'une interpellation.

Il faut absolument saluer cette initiative tendant à valoriser le parlement. Or, nous devons ajouter tout de suite que cette impression favorable est loin d'être accentuée par le fait d'une présence moyenne de 10 à 12 députés (sur 59) pendant les débats! L'observateur occasionnel de débats à la Chambre est peut-être trop sévère, mais qu'en pense le lecteur?

Pendant les 6 heures de débat il n'y a pour ainsi dire aucun des élus du peuple, ni le ministre qui

n'ont écouté les orateurs. On croyait qu'ils parlaient pour la presse parlementaire, voire pour le compte rendu analytique. Relevons d'ailleurs que Mme Hennicot, le rapporteur, a été la seule à parler français et donc à permettre aux non-luxembourgeois de suivre le débat sur place ou dans le compte rendu.

Il faut cependant souligner la qualité du travail fourni par la Commission, travail qui a presque réussi à cacher l'inertie en la matière du MEN et des ministres successifs à ce poste.

La Commission a réussi une excellente photo de la situation, sans évidemment dégager toutes les solutions possibles. Elle a certainement contribué à une plus large prise de conscience.

La plupart des 13 parlementaires qui sont intervenus se sont limités à broder autour du rapport (adopté à l'unanimité par la Commission) et rares ont été ceux qui ont essayé de le situer dans le contexte général de l'immigration. Dans le prochain numéro de "forum" nous reviendrons là-dessus dans une analyse plus poussée à partir du compte rendu officiel.

Il a été souligné qu'il ne pourrait y avoir de



Hanel/Deutsche Ztg.